



## **Deuxième rapport national**

Pour d'autres renseignements, communiquez avec Colleen Anne Dell,  
Centre canadien de lutte contre l'alcoolisme et les toxicomanies  
Téléphone: (613) 235-4048 ext. 235  
Télécopieur: (613) 235-8101  
Courrier électronique: cdell@ccsa.ca

Par Christiane Poulin, Eric Single et Pamela Fralick

### **Remerciements**

Le Réseau communautaire canadien de l'épidémiologie des toxicomanies est un vaste partenariat formé de particuliers et d'organismes qui partagent un vif intérêt et un profond engagement en matière de toxicomanie. Nous remercions tous ceux et celles qui ont contribué, par leur participation au présent projet, à enrichir nos connaissances sur l'abus des drogues en milieu urbain canadien. Nous sommes particulièrement reconnaissants à Santé Canada et à la Gendarmerie royale du Canada qui, grâce à leur apport de ressources financières et humaines, assurent le succès et la continuité du réseau.

### **Sommaire**

Le Réseau communautaire canadien de l'épidémiologie des toxicomanies (RCCET), système de surveillance national, est né de l'urgence de rassembler les données locales pertinentes sur la consommation des drogues, sur les conséquences sanitaires et juridiques d'une telle consommation, ainsi que sur les programmes de traitement et sur l'activité policière conséquente. Le rassemblement de cette information essentielle a pour but de favoriser le développement, la mise en oeuvre et l'évaluation de stratégies antidrogue efficaces, aux paliers local, provincial et national.

En outre de coordonner et de faciliter la collecte, l'organisation et la diffusion des données de suivi, le Réseau parraine le réseautage des principaux partenaires multisectoriels, afin d'améliorer la qualité des données et de pouvoir relever et signaler sans tarder les nouvelles tendances. Depuis la phase pilote, dont il est rendu compte dans le Premier rapport national, le Réseau a en outre assumé un rôle d'informateur, afin de répondre rapidement aux demandes d'information courantes sur les nouvelles drogues dont on fait abus et les sujets d'inquiétude connexes. La formule de réponse adoptée permet à la fois de diffuser rapidement ces demandes à qui de droit partout au pays et de leur répondre avec la même célérité. Étant donné que le Canada a toujours été limité dans son application d'une approche nationale en matière d'abus de drogues, les questions de santé étant de compétence provinciale plutôt que nationale, la démarche du Réseau constitue ici une «première» dans le domaine.

Quatorze villes participent actuellement aux activités du RCCET, à des degrés divers. Ainsi, huit villes ont fourni des rapports locaux aux fins d'inclusion dans le présent rapport national, soit Halifax, Frédéricton, Montréal, Toronto, Winnipeg, Regina, Calgary et Vancouver. Deux autres villes, St. John's et Whitehorse, ont rejoint le réseau depuis un an environ, mais n'ont pas été en mesure de fournir de rapports locaux à ce jour. Quatre autres centres urbains, soit Ottawa, Windsor, Edmonton, et Victoria, envisagent également de devenir membres du réseau et ont déjà entrepris des démarches en ce sens.

La coordination nationale du Réseau relève du Centre canadien de lutte contre l'alcoolisme et les toxicomanies, tandis que la responsabilité de son orientation et du financement de ses différentes composantes incombe au comité directeur.

Le Réseau a recueilli des données et de l'information sur neuf éléments majeurs de recherche, notamment l'alcool, la cocaïne, le cannabis, l'héroïne, les sédatifs et hypnotiques et les tranquillisants, les hallucinogènes autres que le cannabis, les stimulants autres que la cocaïne, le VIH et le sida, et l'échange des seringues. Des résumés des données nationales et des données locales pour chacune des villes témoins sont établis pour tous les indicateurs de chacun des éléments de recherche. Le rapport de 1999 comporte une section spécialement consacrée à l'usage des drogues par injection et aux maladies transmissibles. Toronto a en outre fourni des rapports spéciaux sur les trois grands problèmes que sont les jeunes parents sans abri; l'entretien à la méthadone; l'alcool et la réduction des méfaits.

Les ressources lui permettant, le Réseau compte publier ce rapport annuellement. Puisqu'il est impossible, au Canada, d'obtenir de nouvelles données à chaque année pour tous les indicateurs, on complètera le rapport par des informations consacrées aux grands problèmes de l'heure.

Il importe de reconnaître le Réseau comme une entreprise à long terme. Mais pour atteindre ses objectifs, celui-ci devra bénéficier de fonds adéquats et d'un soutien continu à tous les niveaux. Bien que sa capacité de réseautage soit déjà confirmée et appréciée de tous les participants, il doit encore résoudre les difficultés reliées aux limitations des données, aux incohérences méthodologiques et aux échéanciers de production des rapports. La résolution de ces points sensibles permettra au Canada de respecter les normes internationales en vigueur. Mais les assise déjà posées sont telles que le soutien continu de tous les intéressés permettra au Canada de compter sur un excellent réseau de développement des données, dès le nouveau millénaire.

---

---